

**RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL
POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ
DU PRINCIPE DU NON-RECOURS À LA FORCE
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 41 (A/41/41)



NATIONS UNIES

**RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL
POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ
DU PRINCIPE DU NON-RECOURS À LA FORCE
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 41 (A/41/41)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|---|--------------------|--------------|
| I. INTRODUCTION | 1 - 17 | 1 |
| II. ECHANGE DE VUES GENERAL | 18 - 28 | 6 |
| III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL | 29 - 94 | 10 |

I. INTRODUCTION

1. A sa 112ème séance plénière, le 11 décembre 1985, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Sixième Commission 1/, a adopté la résolution 40/70 intitulée "Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales", dont le texte est reproduit ci-après :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 31/9 du 8 novembre 1976, par laquelle elle a invité les Etats Membres à poursuivre l'étude du projet de traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales 2/, ainsi que des autres propositions faites au cours de l'examen de cette question,

Rappelant également sa résolution 32/150 du 19 décembre 1977, par laquelle elle a créé le Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales,

Rappelant, en particulier, ses résolutions 33/96 du 16 décembre 1978, 34/13 du 9 novembre 1979, 35/50 du 4 décembre 1980, 36/31 du 13 novembre 1981, 37/105 du 16 décembre 1982, 38/133 du 19 décembre 1983 et 39/81 du 13 décembre 1984, par lesquelles elle a décidé que le Comité spécial devrait poursuivre ses travaux,

Prenant acte des déclarations faites par les présidents du Comité spécial à ses sessions de 1983 3/, 1984 4/ et 1985 5/ sur la base du document de travail officieux présenté par le Président du Comité spécial à sa session de 1982 6/,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial sur les travaux de la session qu'il a tenue en 1985 7/,

Tenant compte de ce que le Comité spécial n'a pas achevé la tâche qui lui a été confiée,

Réaffirmant que le principe du non-recours à la force dans les relations internationales doit être appliqué universellement et efficacement et que l'Organisation des Nations Unies doit y contribuer,

Tenant compte des suggestions formulées par les Etats lors de l'examen du rapport du Comité spécial concernant la préparation au stade actuel d'une déclaration sur le non-recours à la force dans les relations internationales,

1. Prend acte du rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales;

2. Décide que le Comité spécial poursuivra ses travaux en vue de l'élaboration d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales et, comme étape intermédiaire, à une date aussi rapprochée que possible, d'une déclaration sur le non-recours à la force dans les relations internationales et sur le règlement pacifique des différends ou en vue de la formulation de toutes autres recommandations que le Comité jugera appropriées;

3. Invite le Comité spécial à tenir compte, dans l'élaboration de la déclaration, des résultats du travail fait en préparation du document de travail contenant les principaux éléments du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, ainsi que des suggestions qui lui ont été soumises et des efforts déployés à ses sessions précédentes;

4. Invite les gouvernements à communiquer leurs commentaires ou suggestions sur la question considérée par le Comité spécial;

5. Prie le Comité spécial de ne pas perdre de vue qu'il est important de parvenir à un accord général chaque fois que cela présente un intérêt pour le résultat de ses travaux;

6. Décide que le Comité spécial doit admettre des observateurs des Etats Membres à participer à ses travaux, notamment à participer aux réunions de son groupe de travail;

7. Prie le Comité spécial de mener essentiellement ses activités dans le cadre de son groupe de travail;

8. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition du Comité spécial les moyens et les services nécessaires;

9. Invite le Comité spécial à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, un rapport sur ses travaux contenant, entre autres, les résultats concrets obtenus dans l'examen des éléments mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus;

10. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session la question intitulée 'Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales'."

2. La composition du Comité spécial, dont les membres ont été désignés par le Président de l'Assemblée générale compte tenu du système de rotation décrit dans les documents A/32/500, annexe III, A/35/762, A/38/778, A/39/849 et A/40/1020, est la suivante :

| | | |
|-----------------------|-----------|-----------------------------------|
| Allemagne, République | France | Panama |
| fédérale d' | Grèce | Pérou |
| Argentine* | Guinée | Pologne |
| Belgique | Hongrie | Roumanie |
| Bénin | Inde | Royaume-Uni de Grande-Bretagne |
| Brésil* | Iraq | et d'Irlande du Nord |
| Bulgarie | Italie | Sénégal |
| Chili* | Japon | Somalie |
| Chypre | Maroc | Togo |
| Egypte | Mongolie | Turquie |
| Espagne | Népal | Union des Républiques socialistes |
| Etats-Unis d'Amérique | Nicaragua | soviétiques |
| Finlande | Ouganda | |

* L'Argentine, le Brésil et le Chili ont remplacé Cuba, l'Equateur et le Mexique qui étaient membres en 1985 (voir A/32/500, annexe III, A/35/762, A/38/778, A/39/849 et A/40/1020).

3. Le Comité spécial s'est réuni au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 20 janvier au 13 février 1986 8/.

4. La session a été ouverte, au nom du Secrétaire général, par M. Carl-August Fleischhauer, secrétaire général adjoint et conseiller juridique, qui a représenté le Secrétaire général à la session.

5. M. Georgiy Kalinkin, directeur de la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques, a exercé les fonctions de secrétaire du Comité spécial et de son groupe de travail. Mlle Jacqueline Dauchy, directeur adjoint chargée de la recherche et des études (Division de la codification, Bureau des affaires juridiques), a exercé les fonctions de secrétaire adjoint du Comité spécial et de son groupe de travail. M. Andrzej Makarewicz, M. Manuel Rama-Montaldo et M. Boris Grigoriev, juristes, ont exercé les fonctions de sous-secrétaires du Comité spécial et de son groupe de travail.

6. A sa 124ème séance, le 22 janvier 1986, le Comité spécial a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président : M. Gyula Szelei-Kiss (Hongrie)

Vice-Présidents : M. Maged Abdel Khalik (Egypte)
Mme Flora L. Noriega (Panama)
M. Hari Bhakta Joshi (Népal)

Rapporteur : M. José María Castroviejo (Espagne)

7. A sa 124ème séance, le 22 janvier 1986, le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la session.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Organisation des travaux.
5. Examen des propositions et suggestions dont est saisi le Comité spécial conformément au paragraphe 2 de la résolution 32/150, au paragraphe 2 de la résolution 33/96, au paragraphe 2 de la résolution 34/13, aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 37/105, aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 38/133, aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 39/81 et aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 40/70 de l'Assemblée générale.
6. Adoption du rapport.

8. A la même séance, l'attention du Comité spécial a été appelée sur les demandes d'admission au statut d'observateur reçues des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies de l'Algérie, du Honduras, du Mexique, d'Oman, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande, de la République démocratique populaire lao, du Suriname, de la Tchécoslovaquie, du Venezuela, du Viet Nam et de la Yougoslavie. Conformément à la résolution 40/70 de l'Assemblée générale, le Comité est convenu d'accepter comme observateur tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ayant fait une demande à cet effet. Il a donc décidé d'accéder aux demandes susmentionnées. Le Comité a pris des

décisions similaires à ses 125ème, 128ème et 129ème séances, tenues les 23 et 30 janvier et le 5 février 1986, au sujet des demandes présentées par les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies du Cap-Vert, de Cuba, de la Jamahiriya arabe libyenne et de la Tunisie.

9. A ses 124ème et 128ème séances, conformément aux suggestions d'un certain nombre de délégations qui estimaient qu'il fallait réduire les incidences financières relatives au Comité, le Comité spécial, sur la proposition du Bureau, est parvenu à l'accord ci-après en ce qui concerne l'organisation de ses travaux :

"Le Comité spécial disposera de quatre séances (23, 24, 27 et 30 janvier) pour un bref échange de vues général. La liste des orateurs sera close le lundi 27 janvier.

Le Groupe de travail sera reconstitué et son bureau sera le même que celui du Comité. Le Groupe de travail tiendra 11 séances, entre le mardi 28 janvier et le vendredi 7 février. La dernière de ces séances sera consacrée à l'évaluation des travaux accomplis dans le cadre du Groupe de travail.

Le rapport, qui ne devra pas dépasser 32 pages dans la langue originale, sera établi par étapes. Il sera disponible dans toutes les langues le mercredi 12 février. Quatre séances (13 et 14 février) seront réservées à l'examen et à l'adoption du rapport."

10. Le Comité spécial a consacré ses 125ème, 126ème, 127ème et 128ème séances, tenues entre le 23 et le 30 janvier, à un échange de vues général auquel ont pris part les représentants des Etats ci-après : Union des Républiques socialistes soviétiques, Mongolie, Brésil, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Japon, Pologne, Roumanie, Chili, France, Belgique, Bulgarie, Grèce et Allemagne, République fédérale d'. Conformément à la décision mentionnée au paragraphe 8 ci-dessus, les observateurs de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande et de Cuba ont fait des déclarations avec l'assentiment du Comité.

11. Un groupe de délégations, s'exprimant par le biais d'une déclaration faite en son nom par l'un de ses membres, a fait savoir qu'aucune de ces délégations n'avait pris part à l'échange de vues général parce qu'à leur avis, un tel échange de vues ne contribuerait pas à faire progresser les travaux du Comité spécial, puisqu'il donnerait uniquement lieu à une répétition des opinions déjà exprimées lors des années précédentes et empiéterait considérablement sur le temps et les ressources disponibles. De l'avis du groupe, le Comité spécial avait plus de chances de progresser en menant l'essentiel de ses travaux dans le cadre du Groupe de travail, ce qui correspondait également mieux à son mandat. En conséquence, ces délégations n'ont pas participé à l'échange de vues général.

12. Entre le 28 janvier et le 13 février 1986, le Groupe de travail a tenu 13 séances, dont deux ont été consacrées à l'examen et à l'adoption de son rapport.

13. Le Comité était saisi des documents énumérés au paragraphe 15 de son rapport de 1985 7/. Il était également saisi des commentaires et propositions des gouvernements communiqués, conformément aux résolutions 38/133, 39/81 (A/AC.193/6 et Add.1, A/39/440 et A/AC.193/7) et 40/70 (A/40/224-S/17081, A/40/269, A/40/323, A/40/346, A/40/452 et A/AC.193/8).

14. A la 125ème séance, le 23 janvier 1986, le Président a fait savoir au Comité spécial que le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité avait envoyé au Président du Comité spécial à la session de 1985 une lettre datée du 6 décembre 1985, dans laquelle il demandait notamment que le contenu des résolutions 40/3 et 40/10 de l'Assemblée générale, relatives à l'Année internationale de la paix et datées des 24 octobre 1985 et 11 novembre 1985 respectivement, soit communiqué aux membres du Comité spécial, conformément au paragraphe 2 de la résolution 40/10. Comme suite à cette demande, le texte des deux résolutions susmentionnées a été mis à la disposition des membres du Comité spécial.

15. A la 130ème séance, le 7 février 1986, le Président a porté à l'attention du Comité spécial une communication concernant les problèmes budgétaires de l'ONU que le Secrétaire général lui avait adressée, en sa qualité de président du Comité spécial, ainsi qu'aux présidents des autres organes intergouvernementaux de l'Organisation. Le Comité a pris note de cette communication.

16. N'ayant pu terminer leurs travaux, les membres du Comité se sont accordés à juger souhaitable de poursuivre l'examen de la question dont ils étaient saisis, ce sur la base d'un accord général.

17. A sa 131ème séance, le 13 février 1986, le Comité a examiné et approuvé le rapport du Groupe de travail (voir sect. III ci-après). Le rapport du Comité a été adopté à la même séance.

II. ECHANGE DE VUES GENERAL

18. Un groupe de représentants a fait observer que les résultats des travaux de la dernière session de l'Assemblée générale avaient confirmé une fois de plus la nécessité pour tous les Etats de prendre d'urgence des mesures concrètes pour renforcer globalement l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales. L'énonciation de ce principe dans la Charte des Nations Unies était l'aboutissement de l'évolution du droit international contemporain et des efforts de nombreux Etats appartenant à des systèmes sociaux et économiques différents. Ce principe avait été encore développé et avait pris une forme concrète dans de nombreux traités et dans un certain nombre de déclarations et de résolutions des Nations Unies. Les travaux du Comité étaient un élément essentiel de ce processus et revêtaient une importance particulière durant l'Année internationale de la paix, année au cours de laquelle les nations devaient transcender leurs intérêts étroits pour préserver la paix et prévenir une catastrophe nucléaire.

19. Le même groupe de représentants a souligné que les pays socialistes avaient toujours oeuvré pour renforcer les garanties politiques et juridiques du maintien de la paix et pour bannir à jamais de la vie politique la notion de recours à la force. On a mentionné, dans ce contexte, l'engagement solennel de l'Union soviétique de ne jamais être le premier pays à utiliser les armes nucléaires et on a fait observer que, si les trois puissances nucléaires qui ne l'avaient pas encore fait suivaient cet exemple, l'atmosphère internationale s'en trouverait considérablement améliorée et l'efficacité du principe du non-recours à la force sensiblement renforcée. On a également souligné que les conflits qui existaient dans un certain nombre de régions pourraient être réglés de manière pacifique si, comme le proposait l'Union soviétique, tous les membres permanents du Conseil de sécurité s'engageaient à observer, à l'égard des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les principes de non-intervention et de renonciation à l'emploi ou à la menace de la force et s'abstenaient de faire entrer ces pays dans leurs blocs militaires. On a également appelé l'attention sur un certain nombre d'initiatives de paix remarquables prises par l'Union soviétique, notamment sur le programme pour l'élimination complète de toutes les armes nucléaires dans le monde entier d'ici l'an 2000, proposé par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev. On a également dit qu'à la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe, les Etats socialistes avaient soumis des propositions et des initiatives concernant la conclusion d'un traité sur la renonciation mutuelle à l'emploi de la force militaire et le maintien des relations pacifiques.

20. On a dit que, comme les travaux du Comité spécial le confirmaient, l'écrasante majorité des Etats était favorable à l'adoption de mesures appropriées pour renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force. Compte tenu de la position d'un certain nombre de pays non alignés et de certains pays occidentaux, les Etats qui étaient favorables à la conclusion d'un traité mondial sur le sujet avaient accepté - dans un esprit de compromis - que le Comité élabore une déclaration en tant qu'étape préalable à la rédaction d'un traité. On a jugé que la nouvelle approche dont témoignait la résolution 40/70 de l'Assemblée générale était parfaitement conforme à la Charte et répondait au souci de nombreux Etats qui souhaitaient un monde plus sûr. Les délibérations du Groupe de travail et les documents soumis au Comité constituaient une bonne base pour la poursuite de la tâche du Comité. Cette tâche consistait à définir le contenu du futur document, dont l'élaboration serait non seulement un gage de sincérité, mais aussi une étape importante dans l'exécution du mandat du Comité et contribuerait ainsi au maintien

de la paix et à l'instauration de l'ordre juridique indispensable à l'établissement de relations amicales entre les Etats, grands ou petits, quel que soit leur système social.

21. Le même groupe de délégations a déclaré que la future déclaration devait avoir pour objectif l'élimination complète de l'emploi de la force et de tous les moyens non pacifiques de règlement des différends internationaux et devait interdire sans équivoque l'emploi des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive ainsi que le recours aux pressions politiques, à la contrainte économique et à la propagande agressive contre d'autres pays.

22. Un représentant a fait observer qu'un des moyens de renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force était de développer l'interdiction du recours à la force en partant de l'idée que toutes les règles et toutes les institutions juridiques devaient être adaptées à l'évolution du monde et qu'essayer d'arrêter le progrès du droit international était une position qui allait à l'encontre du cours de l'histoire. Il a déclaré également que la position de principe qui était à la base de la résolution 40/9 de l'Assemblée générale en date du 8 novembre 1985 et qui avait été acceptée par tous les Etats Membres devait prévaloir au Comité spécial. A son avis, le document que le Comité était chargé d'élaborer devait souligner le caractère impératif et universel du principe du non-recours à la force et affirmer que les Etats devaient s'abstenir de tout acte comportant l'emploi ou la menace de la force, de toute propagande en faveur d'une guerre d'agression et de toute forme d'intervention militaire, ainsi que de tout acte empêchant un Etat d'exercer ses droits souverains; il devait également indiquer les aspects du principe du règlement pacifique des différends qui étaient liés au principe du non-recours à la force.

23. Les mêmes délégations ont exprimé l'espoir que tous les membres du Comité, y compris - a précisé une délégation - le membre permanent du Conseil de sécurité qui avait refusé jusqu'ici de participer aux travaux du Comité, se rallieraient à la nouvelle approche indiquée dans la résolution 40/70 de l'Assemblée générale et manifesteraient par des actes leur volonté de contribuer de manière constructive à la tâche qui leur était confiée. On a aussi rappelé que, dans l'appel qu'il avait lancé dans son dernier rapport sur l'activité de l'Organisation 9/, le Secrétaire général avait dit qu'à l'occasion du quarantième anniversaire, tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies devaient réaffirmer les obligations de la Charte, en particulier celles concernant le non-recours à la force.

24. D'autres délégations ont exprimé, par ailleurs, le regret que le mandat du Comité spécial contenu dans la résolution 40/70 de l'Assemblée générale ait été adopté sans que des efforts aient été faits pour arriver à un accord général sur ses termes. Si le nouveau mandat du Comité spécial mentionnait l'élaboration d'une déclaration, cette approche était inacceptable pour les délégations qui, dans le passé, avaient manifesté leur opposition à l'idée d'un traité en la matière et en avaient indiqué les raisons. Ce groupe de représentants continuait de penser que tout instrument - traité ou déclaration - axé sur le contenu de la norme serait inutile et pourrait compromettre la crédibilité et l'équilibre de la Charte des Nations Unies, qui reposaient sur le paragraphe 4 de l'Article 2 et sur le Chapitre VII relatif à la sécurité collective. En outre, les cas de violence qui s'étaient déclarés dans différentes parties du monde n'étaient pas imputables à un manque de clarté concernant le contenu de la norme relative à l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force. Le principe impératif de l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales laissait, certes, aux Etats une latitude considérable pour formuler une politique novatrice et convaincante axée sur la renonciation à la force, mais il n'exigeait pas la formulation de

nouvelles règles de droit international. Ce n'était pas la rédaction d'un nouveau document normatif qui permettrait de renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force, mais la volonté renouvelée de tous les Etats de respecter la légalité et de rechercher les mesures pratiques à prendre pour atteindre cet objectif.

25. Selon ce courant de pensée, le Comité spécial devait s'efforcer de trouver un terrain d'entente au sujet de la seconde partie de son mandat qui consistait à formuler "toute autre recommandation que le Comité jugera[it] appropriée". Ces mêmes délégations maintenaient que la meilleure manière de renforcer l'efficacité de la norme était de rechercher les moyens d'améliorer le fonctionnement du système de sécurité collective. On pourrait examiner notamment, dans ce contexte, les moyens d'accroître les pouvoirs du Secrétaire général, d'améliorer le fonctionnement du Conseil de sécurité et de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix; de renforcer les moyens pacifiques de règlement des différends et d'encourager leur utilisation; de mieux prendre conscience du lien qui existe entre la violation des droits de l'homme fondamentaux et la violence transfrontière; et d'accroître la confiance par une série de mesures dont certaines seraient applicables sur le plan régional et d'autres sur le plan mondial. Le Comité devait s'efforcer de définir et de formuler les mesures pratiques et les dispositions concrètes à prendre pour créer un climat de confiance mutuelle et pour renforcer les moyens de règlement pacifique des différends. On a souligné qu'il serait souhaitable d'analyser cas par cas les récentes manifestations de recours à la force pour essayer d'identifier leurs causes. On a proposé à cet égard les rubriques suivantes : a) moyens de décourager l'expansionnisme; b) moyens d'atténuer les désaccords pour éviter qu'ils ne deviennent des différends; c) règlement pacifique des différends; d) violations des droits de l'homme; e) soutien accordé au système de sécurité collective et renforcement de ce système. On a aussi suggéré une autre approche, qui consisterait à reconnaître que le moment était venu d'encourager les Etats à reconsidérer leur position en vue d'élargir leur terrain d'entente. A cette fin, le Comité pourrait établir un questionnaire et l'envoyer aux Etats.

26. Certains représentants ont indiqué que cet examen ne devait pas avoir pour objectif l'élaboration d'un instrument normatif mais tout au plus, de l'avis d'un représentant, l'élaboration d'une déclaration politique avec laquelle le Comité achèverait ses travaux. Un autre représentant de la même tendance a dit que les travaux du Comité devraient prendre fin avec l'adoption, par accord général, d'un bref rapport qui résumerait les travaux accomplis au cours des neuf dernières années et contiendrait une série de conclusions auxquelles tous les membres du Comité pourraient souscrire.

27. Un représentant a estimé que le nouvel élément contenu dans la résolution 40/70 de l'Assemblée générale pourrait contribuer à faire progresser les travaux du Comité spécial. Il fallait poursuivre l'examen des rubriques, sans oublier que la chose importante n'était pas les rubriques elles-mêmes, mais les normes et les principes juridiques qui y figuraient. Toutes les rubriques étaient étroitement liées, y compris la rubrique C concernant les conséquences de la menace ou de l'emploi de la force. Conformément au droit international contemporain, il faudrait examiner sous cette rubrique les éléments suivants : la non-reconnaissance des acquisitions territoriales illégales, la responsabilité internationale de l'Etat qui a recours à la force et la responsabilité pénale de ses dirigeants, le devoir des Etats d'assister les victimes de la force, et l'impossibilité d'une succession d'Etats dans une situation illicite.

28. Un représentant a souligné l'importance du principe du non-recours à la force dans les relations internationales et a déploré les nombreux cas de recours à la force dans la situation internationale actuelle. Du moment que l'emploi de la force dans les relations internationales était inacceptable, il fallait améliorer le système de sécurité collective et le rôle assigné au Secrétaire général et au Conseil de sécurité conformément à la Charte des Nations Unies. Mais il ne fallait jamais oublier que, dans ce domaine, la volonté politique des Etats de respecter le principe de l'interdiction du recours à la force était plus importante que les dispositions juridiques.

III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

29. Comme il est indiqué au paragraphe 9 ci-dessus, le Comité spécial a décidé, à sa 128ème séance, de reconstituer un groupe de travail dont le bureau serait le même que celui du Comité.

30. Conformément à la décision mentionnée au paragraphe 9 ci-dessus, le Groupe de travail a tenu 11 séances entre le 28 janvier et le 7 février 1986 pour l'examen des questions de fond et il a en outre consacré deux séances, le 13 février, à l'examen et à l'adoption de son rapport.

31. A la 1ère séance, il a été décidé de commencer les travaux de fond par l'examen des rubriques E, F et A du document de travail officieux présenté par M. Elaraby 10/ qui avaient bénéficié d'un certain appui lors des sessions précédentes, étant entendu qu'au cours du débat les délégations seraient libres de présenter des propositions conformément au mandat figurant dans la résolution 40/70 de l'Assemblée générale. Il a été décidé également que le Groupe de travail examinerait ensuite les autres rubriques de ce document. Conformément à la décision mentionnée au paragraphe 9 ci-dessus, le Groupe de travail a consacré sa dernière séance à une évaluation du travail accompli pendant la session en cours.

Rubrique E (Règlement pacifique des différends)

32. De l'avis général, cette rubrique était d'une importance capitale pour les travaux du Comité spécial. Le principe du règlement pacifique des différends était un principe fondamental de la Charte des Nations Unies et un corollaire nécessaire du principe du non-recours à la force. On a mentionné à cet égard le paragraphe 14 du document de travail présenté par les pays non alignés 11/. La plupart des délégations ont reconnu que le respect et la promotion du principe du règlement pacifique des différends contribueraient dans une large mesure à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force.

33. Se référant au libellé de la rubrique E, certaines délégations ont émis l'avis qu'il fallait mieux faire apparaître le lien entre ce libellé et la question dont était saisi le Comité, afin que celui-ci évite d'empiéter sur le domaine de compétence d'autres comités. On a rappelé à cet égard la proposition figurant au paragraphe 52 du rapport du Comité spécial sur sa session de 1985.

34. On a indiqué que pour renforcer l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales, il était nécessaire de compléter la rubrique E, relative au règlement pacifique des différends, par la mention d'un autre principe particulièrement important, celui du respect et de l'exécution de bonne foi des obligations internationales. Ces deux principes constituent la base du non-recours à la force, sont essentiels pour la paix et la sécurité internationales et garantissent la paix et la coexistence pacifique entre les Etats.

35. S'agissant des dispositions à inclure dans un futur document, certaines délégations ont rappelé les quatre dispositions énumérées au paragraphe 58 du rapport de 1985 du Comité spécial, qui ne semblaient susciter ni objections ni difficultés. On a fait remarquer que la disposition a) était tirée de la Charte des Nations Unies et était directement liée à la question dont était saisi le Comité; que la disposition b) ne devrait pas soulever d'objections puisqu'elle reproduisait la liste non exhaustive des moyens disponibles figurant à l'Article 33 de la Charte, sans en privilégier aucun, conformément au principe du libre choix des moyens; que la disposition c) reconnaissait le fait que l'intervention d'un Etat tiers risquait d'exacerber les différends et de rendre leur règlement encore

plus difficile et que la disposition d) soulignait que l'échec des efforts déployés pour régler un différend par des moyens pacifiques n'autorisait pas les Etats à avoir recours à la force ou à la menace de la force.

36. Certaines délégations ont indiqué qu'elles n'avaient rien à redire à ces quatre dispositions. On a fait remarquer, entre autres observations sur le libellé de ces dispositions, que le verbe "réaffirmer" figurant dans la disposition a) était déplacé, puisque nul ne contestait l'existence de cette obligation; que la liste des moyens figurant dans la disposition b) serait avantageusement remplacée par une formule générale telle que "moyens prévus dans la Charte et autres moyens pacifiques de leur choix", et que l'expression "tout acte" contenue dans la disposition c) débordait du cadre que le Comité s'était fixé pour son examen. Selon certaines délégations, il faudrait inclure dans la rubrique relative au règlement pacifique des différends les dispositions suivantes : 1) aucune considération ne saurait justifier le recours à la force ou à la menace de la force pour régler un différend; 2) les Etats devraient ne ménager aucun effort pour régler le plus tôt possible leurs différends par des moyens pacifiques et continuer à rechercher une solution pacifique, au cas où un moyen particulier de règlement aurait échoué. On a également proposé d'inclure les moyens d'empêcher les différends de dégénérer en conflits.

37. D'autres délégations ont fait observer, à propos de l'approche du problème dont témoignent les dispositions a) à d), qu'en choisissant d'analyser en détail une obligation positive, on évitait le problème épineux des solutions de rechange qu'aurait posé le même exercice appliqué à une obligation négative, comme l'obligation de s'abstenir de l'usage de la force. Ces mêmes délégations ont estimé que les quatre dispositions en question, quoique parfaitement acceptables, n'étaient d'aucune utilité. Elles ont déclaré en outre qu'une telle approche incitait le Comité à s'embarquer dans un exercice normatif, contre la volonté de certaines délégations, compte particulièrement tenu du fait que la Déclaration de Manille récemment adoptée était allée aussi loin qu'on pouvait raisonnablement l'espérer dans cette direction. Il vaudrait mieux s'attacher à promouvoir le règlement pacifique des différends par des mesures concrètes, par exemple en convenant qu'en cas d'échec des négociations, chaque partie aurait le droit de demander le recours tout d'abord à un moyen de règlement par une tierce partie, qui n'aurait pas force obligatoire, puis, en cas d'échec de cette procédure, le recours à un moyen de règlement par une tierce partie ayant force obligatoire. On a également proposé d'examiner l'obligation faite aux Etats parties à un différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales de soumettre le différend au Conseil de sécurité, en tenant dûment compte des dispositions du Chapitre VIII de la Charte. Parmi les autres domaines méritant une étude plus approfondie, on a cité les missions d'enquête et le recours aux mécanismes régionaux et on a attiré l'attention sur une proposition formulée dans une autre enceinte concernant l'établissement d'une liste de personnalités susceptibles d'être désignées comme arbitres ou présidents des tribunaux d'arbitrage 12/.

38. Enfin, on a proposé de combiner les approches politiques et théoriques pour réfléchir à la notion de règlement pacifique des différends et examiner, par exemple, si, par règlement, on entend règlement partiel ou total, déterminer si le mot "pacifique" interdit le recours à toute forme de force, et analyser enfin la notion de différend.

39. A la lumière du débat, on a proposé d'ajouter trois dispositions ainsi libellées :

a) Les Etats doivent renforcer le rôle déterminant du Conseil de sécurité de façon qu'il puisse assumer pleinement et efficacement les fonctions que lui confère la Charte dans le règlement de tout différend ou de toute situation dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

b) Les Etats parties à des accords régionaux ou membres d'organismes régionaux doivent faire tous leurs efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local, avant de les soumettre au Conseil de sécurité;

c) Les Etats doivent avoir davantage recours à la possibilité que le Conseil de sécurité offre, conformément à la Charte des Nations Unies, d'enquêter sur tout différend ou toute situation afin de déterminer si la prolongation de ce différend ou de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

40. Plusieurs délégations ont estimé que la première et la troisième de ces dispositions ne tenaient aucun compte du rôle de l'Assemblée générale et du Secrétaire général dans le règlement pacifique des différends et qu'elles se rapportaient davantage à la rubrique F qu'à la rubrique E. Quant à la deuxième des nouvelles dispositions proposées, on a fait observer que calquée sur le paragraphe 2 de l'Article 52 de la Charte des Nations Unies, elle était inattaquable. On a fait remarquer, cependant, qu'il s'agissait d'une question délicate, dont la Charte traitait de manière assez ambiguë, et qu'il était dangereux d'isoler ainsi de son contexte telle ou telle disposition de la Charte. On a rappelé à cet égard que l'Article 52 comportait deux importantes clauses restrictives, l'une, au paragraphe 1, selon laquelle ces accords ou ces organismes régionaux doivent être compatibles avec les buts et les principes de la Charte, l'autre au paragraphe 4, qui stipule que l'Article en question n'affecte en rien le pouvoir du Conseil de sécurité, aux termes de l'Article 34, d'enquêter sur tout différend ou toute situation, quels que soient les accords régionaux conclus, ni le droit des Etats, aux termes de l'Article 35, d'attirer l'attention du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale sur un différend ou une situation de la nature visée dans l'Article 34. Certaines délégations ont estimé que le paragraphe 1 de l'Article 33 ne privilégiait pas les accords et organismes régionaux parmi les moyens de règlement pacifique et que le paragraphe 2 de l'Article 52 recommandait simplement aux Etats d'avoir recours à ces accords et organismes. D'autres délégations ont fait remarquer que le paragraphe 2 de l'Article 52 énonçait bel et bien une obligation et que c'était une chose d'évaluer le caractère impératif de cette obligation à la lumière d'autres dispositions de la Charte et une autre de considérer le paragraphe en question comme une simple recommandation. Une délégation s'est refusée à discuter les propositions faites au paragraphe 39 si celles-ci étaient présentées comme faisant partie d'un exercice de rédaction dès lors que le Comité n'avait pas atteint ce stade.

41. Pour éviter que la disposition 2) ne puisse être interprétée comme privilégiant les accords et organismes régionaux sur tout autre moyen de règlement, on a proposé d'ajouter la disposition suivante :

Les Etats doivent régler les différends internationaux sur la base de l'égalité souveraine des Etats et en accord avec le principe du libre choix des moyens, conformément aux obligations découlant de la Charte des Nations Unies et aux principes de la justice et du droit international.

42. Un représentant a souligné que le Comité spécial avait pour tâche de combler la lacune qui existait entre les normes claires de la Charte et la réalité. Tous les Etats ont reconnu la nécessité de sauvegarder le genre humain et de préserver l'intégrité de son environnement. Un message récent adressé par six chefs d'Etat aux chefs d'Etat de deux grandes puissances, ainsi qu'une récente déclaration conjointe de ces dernières, ont souligné la nécessité d'instaurer un climat de confiance mutuelle, de maintenir un dialogue continu et d'élaborer un document prévoyant des mesures propres à instaurer un climat de confiance et de sécurité de manière à donner une expression concrète au principe du non-recours à la force. On peut aussi considérer comme une expérience pilote des plus utiles les efforts récemment déployés par un groupe de quatre pays voisins pour parvenir à un règlement négocié du conflit d'Amérique centrale. Il s'agit d'une initiative sui generis par laquelle ces pays, loin de chercher à empiéter sur les pouvoirs souverains des pays en cause, s'efforcent de bonne foi à mettre les parties au conflit en présence et à identifier les points d'entente. Une telle approche pourrait aussi être utile au stade préventif, avant que le conflit se soit cristallisé, ou, s'il s'est déjà cristallisé, avant qu'il ne soit devenu une conflagration dangereuse.

Rubrique F (Rôle de l'Organisation des Nations Unies)

43. Toutes les délégations qui ont pris la parole lors du débat sur cette rubrique ont reconnu son importance et son intérêt dans le cadre de la question à l'examen. On a souligné que l'Organisation des Nations Unies pouvait largement contribuer à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, du fait que sa Charte fixait d'une part des normes de conduite visant à assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales et instituait de l'autre un mécanisme complexe de sécurité collective. On a mentionné à cet égard la contribution de l'Assemblée générale au développement et à la concrétisation du principe du non-recours à la force et le rôle du Conseil de sécurité, dont les nombreuses décisions et résolutions donnaient une expression concrète à ce principe tel qu'il figure dans la Charte.

44. D'autres délégations ont jugé que c'était dans ce domaine particulier que le Comité avait le plus de chances de contribuer au renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force. Le Comité devait se fixer pour objectif d'amener peu à peu tous les Etats à observer une norme, qui existait déjà, mais qui n'était pas toujours respectée.

45. On a dit également que si les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la prévention et le règlement des conflits ou des différends, leur participation et leur contribution réelles dépendaient de la volonté politique des Etats d'avoir recours à eux. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies à tous les stades du développement d'un conflit devait être renforcé dans l'intérêt, notamment, des Etats peu puissants qui ne pouvaient compter que sur le respect du droit et pour lesquels les organes des Nations Unies, du fait de leur objectivité et de leur caractère représentatif, constituaient la meilleure protection.

46. S'agissant des éléments à examiner au titre de la rubrique F, certaines délégations ont estimé que le Comité aurait intérêt à réfléchir aux cinq propositions suivantes : a) dresser une liste des divers types de circonstances - par exemple, conflits frontaliers naissants, inobservation ou observation incomplète des traités, migrations de populations dans une zone frontalière, manoeuvres militaires - qui pourraient inciter les Etats à attirer l'attention du Conseil de sécurité sur un différend en vertu de l'Article 35 de la Charte des

Nations Unies; une telle liste pourrait contribuer à sensibiliser les Etats aux possibilités offertes par le Conseil de sécurité et les inciter à s'en prévaloir à des fins constructives, tout en les laissant libres de ne pas porter à l'attention du Conseil un problème de ce type; b) dresser une liste des cas, ou types de cas, où le Secrétaire général pourrait raisonnablement conclure que des raisons politiques ont empêché un Etat de porter une question à l'attention du Conseil et qu'il devrait, dans l'intérêt de la communauté internationale, exercer la prérogative que lui confère l'Article 99 de la Charte, d'attirer lui-même l'attention du Conseil sur cette question, le but étant non pas de donner des directives contraignantes au Secrétaire général, mais de rappeler aux Etats que le Secrétaire général peut faire usage de sa prérogative dans les cas de paralysie mentionnés ci-dessus et les inciter, par là même, à changer d'avis et à soumettre eux-mêmes la question au Conseil; c) amener les Etats à respecter l'obligation trop souvent ignorée qui leur est faite, en vertu de l'Article 51 de la Charte, de porter immédiatement à la connaissance du Conseil de sécurité les mesures qu'ils ont prises dans l'exercice de leur droit de légitime défense, en adoptant un langage soulignant cette obligation et en autorisant le Secrétaire général, agissant au nom du Conseil de sécurité, à demander à une nation qui semble avoir recouru à la force si elle souhaite affirmer qu'elle a agi dans l'exercice de son droit de légitime défense, ce qui dissuaderait les pays d'avoir recours à la force lorsqu'ils ne pourraient pas raisonnablement invoquer un droit de légitime défense; d) étudier la question des enquêtes (qui concerne, a-t-on fait observer, les trois phases de développement d'un conflit) et préciser, en particulier, les caractéristiques procédurales des circonstances dans lesquelles les enquêtes pouvaient s'avérer utiles, les conditions requises pour l'envoi de missions d'enquête et les différences à établir entre les diverses missions d'enquête, selon leur base juridique et l'organe dont elles relèvent, de façon à réduire le nombre de problèmes juridiques à résoudre pour aboutir, dans une situation d'urgence, à des conclusions de fond sur l'envoi d'une mission; e) promouvoir le maintien de la paix, mission privilégiée de l'Organisation dans le domaine de la prévention du recours à la force ou de la limitation ou de la réduction de l'emploi de la force, en codifiant le devoir de tous les Etats Membres de contribuer, selon la quote-part qui leur a été assignée, au financement d'opérations de maintien de la paix officiellement décidées.

47. Certaines délégations ont réagi favorablement à ces idées, d'autres ont exprimé des doutes. A propos du point b), on a fait remarquer qu'inviter le Secrétaire général à porter certaines questions à l'attention du Conseil de sécurité, même lorsque les Etats concernés n'étaient pas disposés à le faire, irait à l'encontre du principe du libre choix des moyens, tel qu'il est exprimé dans la disposition reproduite au paragraphe 41 ci-dessus, et serait particulièrement déplacé au stade des tensions initiales, lorsque les sensibilités aux questions de souveraineté sont exacerbées. A propos du point c), on a fait remarquer que le Conseil de sécurité était probablement le seul organe qui puisse entreprendre la démarche proposée. En outre, chaque situation était un cas particulier, raison pour laquelle le Conseil de sécurité jouissait de pouvoirs discrétionnaires pour assumer ses fonctions à la lumière de toutes les circonstances connues. Le Comité, a-t-on déclaré, devrait s'abstenir de s'aventurer dans le domaine politique et s'appliquer à formuler des dispositions de nature juridique. On a estimé que le point d) relevait de la rubrique D et que le point e) relevait de la compétence du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

48. D'autres propositions ont été faites concernant les éléments à inclure sous la rubrique F.

49. On a proposé, par exemple, d'analyser sous la rubrique F : a) la responsabilité des organes des Nations Unies et b) les obligations et responsabilités des Etats Membres. Pour ce qui est du point a), on a rappelé que l'Assemblée générale avait des obligations et des responsabilités dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales en vertu des Articles 10, 11 et 14 de la Charte de Nations Unies. On a mentionné dans ce contexte la résolution 40/9 de l'Assemblée générale. Enfin, on a proposé, d'une part, de réfléchir aux moyens d'encourager le Conseil de sécurité à appliquer les dispositions du Chapitre VII, y compris les Articles 41 et 42, ainsi que les articles 24 et 28 de son règlement intérieur provisoire, et, d'autre part, d'encourager le Secrétaire général à faire plus fréquemment usage des pouvoirs que lui conférait l'Article 99, ce à quoi l'Assemblée générale avait déjà fait allusion dans sa résolution 40/9. En ce qui concerne le point b), on a rappelé le droit des Etats, en vertu de l'Article 35, d'attirer l'attention du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale sur un différend ou une situation, ainsi que leurs obligations en vertu des Articles 41 et 43. On a également dit que les Etats Membres devraient avoir recours à l'Organisation des Nations Unies pour régler leurs différends; se prononcer pour la participation de l'Organisation des Nations Unies au règlement des problèmes internationaux, au lieu d'essayer de trouver des solutions illusoires en dehors de l'Organisation; et promouvoir l'application des décisions et résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

50. On a encore proposé d'inclure les formulations figurant aux alinéas a) et b) du paragraphe 66 du rapport du Comité spécial sur sa session de 1985, ainsi que les dispositions suivantes :

a) Les Etats Membres doivent réaffirmer le rôle important que la Charte confère à l'Assemblée générale dans le domaine du règlement pacifique des différends et du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

b) Le Secrétaire général doit faire pleinement usage des pouvoirs que lui confère la Charte et s'acquitter avec efficacité des tâches qui lui sont confiées par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale;

c) Les Etats peuvent, lorsqu'ils l'estiment nécessaire, avoir recours à la Cour internationale de Justice pour le règlement des différends juridiques.

51. En ce qui concerne la disposition b) ci-dessus, le fait qu'elle sous-entende que le Secrétaire général ne jouissait pas de prérogatives propres dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales et ne pouvait agir qu'en vertu d'un mandat confié par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité a suscité des objections.

52. Se référant au point de vue dont il est rendu compte au paragraphe 49 ci-dessus, certains représentants ont déclaré que le fait qu'ils n'aient pas élevé d'objections à propos de certains textes ne signifiait pas qu'ils acceptaient que ces textes fassent partie des conclusions finales du Comité, en particulier parce que nombre d'entre eux figuraient déjà dans des documents existants. On a fait remarquer également que le Groupe de travail s'employait à rechercher des éléments pertinents et non à rédiger un document.

53. De l'avis d'autres représentants, il appartenait à chaque délégation d'identifier les éléments qui, selon elle, ne devraient pas soulever de difficultés ou d'objections et de les présenter en tant que tels au Comité dans le libellé qu'elle estimait approprié.

Rubrique A (Manifestations, portée et étendue de la menace ou de l'emploi de la force)

54. Certaines délégations ont estimé que cette rubrique était intéressante dans la mesure où elle offrait l'occasion de faire ressortir des points d'accord sur la notion de force, notion qui n'était définie ni au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies ni dans aucun instrument juridique. Ces délégations ont souligné que le terme de "force" devait être considéré comme englobant non seulement la force militaire mais également d'autres formes de recours à la force, dont les tentatives de déstabilisation, la coercition économique et politique, la propagande hostile, la subversion et l'intimidation, l'appui au terrorisme, etc. On a appelé l'attention des membres du Comité sur le paragraphe 3 du document de travail révisé présenté en 1981 par les pays non alignés 13/, qui définissait le terme "force" en dressant une liste non exhaustive des diverses formes de recours effectif ou de menace de recours à la force, ainsi que sur les travaux de la Commission du droit international (CDI) sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Une délégation a souligné en particulier la nécessité d'interdire clairement la coercition économique comme l'envisageait la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies ainsi que la propagande hostile et, au sujet de cette dernière, a proposé de choisir entre les deux dispositions suivantes :

Réaffirmant le devoir d'un Etat de s'abstenir de toute campagne de diffamation, de tout dénigrement ou de toute propagande hostile aux fins d'intervention ou d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats.

ou

Réaffirmant le devoir d'un Etat de s'abstenir de toute propagande hostile contre un autre Etat ou groupe d'Etats.

Une autre délégation a proposé d'ajouter à la liste figurant dans le document de travail révisé des pays non alignés les représailles impliquant l'usage de la force et les manifestations de force visant à empêcher d'autres Etats d'exercer leurs droits souverains. On a signalé que les documents existants devaient tenir compte des réalités de la vie internationale et que nombre d'Etats avaient beaucoup à craindre de certains emplois de la force n'impliquant pas nécessairement le recours à la force armée.

55. On a appelé l'attention des membres du Comité sur la difficulté de définir le terme de "force", difficulté qui provenait de la diversité des intérêts en jeu et des incidences d'une définition de ce terme sur le plan du droit international. On a été d'avis qu'il ne serait utile d'entreprendre un exercice aussi long que s'il existait un désir sincère d'élaborer une norme concrète du droit international. D'autres ont estimé que la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales traitait suffisamment cette notion de force et qu'à trop épiloguer sur la rubrique A on risquait de saper l'accord auquel on était parvenu sur le sens du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

56. D'autres délégations, tout en ayant des réserves sur les termes "portée" et "étendue" qui, à leur avis, étaient flous et faisaient peut-être double emploi avec la rubrique B, ce qu'elles ne pouvaient accepter, ont estimé que la notion de "manifestations de la menace ou de l'emploi de la force" était utile dans la mesure où elle incitait le Groupe de travail à abandonner l'approche normative pour examiner les utilisations spécifiques de la force et leurs causes profondes - exercice qui, à leur avis, pouvait conduire à un accord sur la nature du problème et par conséquent ouvrir la voie à une solution.

57. D'autres délégations ont estimé que la rubrique A constituait un cadre excellent pour les efforts visant à développer et à préciser le principe du non-recours à la force. Ces délégations ont prôné une approche juridique fondée sur la pratique des 40 dernières années et sur les nombreux instruments, bilatéraux ou multilatéraux, de droit international dans lesquels le principe du non-recours à la force avait déjà été développé et consacré, et ont proposé d'inclure dans un préambule d'un futur document les dispositions suivantes :

a) Considérant qu'il est essentiel que tous les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts de l'Organisation des Nations Unies;

b) Reconnaissant la nécessité urgente pour tous les Etats, compte tenu de la menace nucléaire actuelle, de prendre des mesures effectives pour réduire le risque d'affrontement militaire et inciter les Etats à renoncer à leurs politiques d'affrontement et à adopter une politique de coopération pacifique;

c) Notant avec satisfaction que le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales a été énoncé dans un certain nombre d'instruments intergouvernementaux internationaux à caractère multilatéral et bilatéral;

d) Tenant compte de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, de la Définition de l'agression et de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux, qui témoignent de la volonté des Etats d'observer strictement le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force.

58. Le point de vue reflété dans le paragraphe 57 ci-dessus qui, a-t-il été déclaré, visait à identifier quelques points susceptibles de faire un certain degré de consensus, a été appuyé par diverses délégations, dont certaines ont proposé d'ajouter les dispositions suivantes :

a) Désireux d'écarter le risque de nouvelles guerres et de conflits militaires entre les Etats et d'insister sur le devoir de tous les Etats d'observer strictement et sans exception le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales;

b) Conscients de l'obligation qui leur incombe, en vertu de la Charte des Nations Unies, de maintenir la paix et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force.

59. D'autres délégations ont critiqué cette approche, en déclarant qu'elles n'étaient pas prêtes à discuter, et encore moins à rédiger, les éléments d'un préambule sans connaître la nature du texte auquel ce préambule était destiné. On a fait remarquer que la plupart des dispositions contenues dans les paragraphes 57 et 58 ci-dessus figuraient déjà dans le projet de traité mondial présenté en 1976 par l'Union soviétique et qu'on semblait, en les répétant, vouloir inciter le Comité à élaborer un instrument normatif. Les délégations en question ont rappelé qu'elles s'opposaient à l'élaboration d'une déclaration préalable à la rédaction d'un traité et ne pouvaient donc participer à la préparation d'un préambule à une telle déclaration. Elles ont demandé en outre comment la simple réitération de principes figurant déjà dans la Charte et dans d'autres instruments pourrait

inciter les Etats à changer d'attitude et ont demandé instamment, qu'au lieu de paraphraser une norme qui n'avait nul besoin d'éclaircissements, le Comité analyse les raisons pour lesquelles cette norme n'était pas respectée et recherche des moyens pratiques d'influencer le comportement des Etats dans la pratique.

60. D'autres délégations ont fait remarquer que le Comité n'avait pas d'autre moyen de contribuer concrètement au renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force qu'en produisant un document d'un certain poids politique et moral visant à persuader les Etats de respecter plus fidèlement leurs obligations. Certaines délégations se sont déclarées surprises que la réaffirmation, dans le cadre de la question à l'examen, d'idées déjà exprimées dans des documents existants puisse soulever des objections. Faire le point sur les progrès accomplis avant de passer à l'étape suivante était une démarche parfaitement naturelle et conforme à la pratique suivie à l'Organisation des Nations Unies depuis 1945. Répondant à l'argument selon lequel la volonté politique des Etats était indispensable au renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force, certaines délégations ont signalé que cette volonté politique devait se manifester dans un langage politique concret qui pourrait être celui du document en cours d'élaboration.

61. En réponse à la remarque selon laquelle les dispositions du paragraphe 57 ne contenaient rien de nouveau, on a reconnu qu'il fallait effectivement dégager des réalités actuelles de la vie internationale des idées novatrices. A cet effet, on a proposé d'insérer dans le préambule les dispositions suivantes :

Profondément préoccupés par la persistance de la tension internationale, par la poursuite de la course aux armements, en particulier de la course aux armements nucléaires, et par l'accroissement des risques qu'elle présente, ainsi que par son extension à l'espace extra-atmosphérique; soulignant l'importance de l'arrêt immédiat de la course aux armements sur terre et de l'interdiction de son extension à l'espace extra-atmosphérique.

On a également proposé d'ajouter la disposition suivante :

Réaffirmant que l'emploi d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive et la guerre nucléaire elle-même devraient être proscrits.

62. En ce qui concerne les dispositions ci-dessus, certaines délégations ont déclaré que, bien que l'emploi d'armes nucléaires constitue une forme indéniable de recours à la force, cet aspect de la question à l'examen était du ressort d'autres instances. Il a également été dit qu'aucun des usages de la force dont le monde a avait été témoin depuis l'adoption de la Charte n'avait jamais impliqué l'emploi d'armes nucléaires, tandis que les armements classiques avaient fait d'innombrables victimes, et que l'arme nucléaire était une arme de dissuasion, destinée à être utilisée à titre défensif. On a également attiré l'attention des membres du Comité sur le danger de mettre l'accent sur un type particulier d'armes, et d'inviter ce faisant, des interprétations a contrario qui affaibliraient la portée de l'interdiction énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

63. On a fait remarquer, d'autre part, que les dispositions du paragraphe 61 ci-dessus ne visaient pas à formuler une norme juridique concernant l'interdiction de certains types d'armes, mais signalaient simplement que les armes nucléaires étaient les plus meurtrières de toutes. L'argument selon lequel cette disposition serait la source d'interprétations a contrario n'était donc pas fondé, compte tenu en particulier des garanties fournies par la procédure suivie au Comité spécial et par l'Article 103 de la Charte.

Rubrique D (Emploi légitime de la force)

64. Plusieurs délégations ont exprimé des réserves à propos de la rubrique D. Certaines d'entre elles ont estimé que cette rubrique n'avait, pas davantage que la rubrique B, sa place dans le document qu'il incombait au Comité spécial de mettre au point : à leur avis, il était aussi malencontreux de traiter des exceptions à la norme que de la norme proprement dite. D'autres, tout en considérant que la rubrique D constituait un rappel utile d'un principe fondamental, ont appelé l'attention sur la complexité de la question et sur l'approche prudente adoptée à ce propos dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, dans la Définition de l'agression ainsi que dans le projet d'articles de la Commission du droit international sur la responsabilité des Etats - approche qui, selon elles, était pleinement justifiée compte tenu des divergences d'opinion sur la question du recours à la force à titre préventif et sur la signification du mot "naturel" dans l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. On a craint que la rubrique D ne soit une invite à élargir la portée des exceptions au principe du non-recours à la force au-delà de ce qui était envisagé dans la Charte.

65. D'autres délégations ont fait valoir qu'on ne pouvait pas traiter de l'interdiction du recours à la force sans mentionner les exceptions à cette interdiction. On a signalé que, dans un monde loin d'être idéal où des actes d'agression étaient commis en dépit de l'interdiction contenue au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, il était nécessaire de dissuader de recourir à la force et que l'Article 51 et le Chapitre VII de la Charte avaient un effet modérateur et contribuaient ainsi à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force. On a en outre soutenu qu'il ne fallait pas surestimer la complexité de la question. On a souligné que nombre des prétendues incertitudes disparaîtraient si l'on cherchait des réponses dans la Charte plutôt que dans le droit d'avant 1945 et qu'aux termes de la Charte, le recours à la force n'était légitime que dans l'exercice du droit de légitime défense contre une agression armée visé à l'Article 51, dans le contexte du système de sécurité collective prévu par la Charte et dans l'exercice, par les peuples coloniaux et les mouvements de libération nationale, de leur droit de lutter pour leur liberté et leur indépendance. Quelques délégations ont insisté tout particulièrement sur le droit de légitime défense dont la survie d'un Etat dépendait parfois et qu'on ne pouvait donc passer sous silence. On a également mis l'accent sur l'importance du droit des peuples coloniaux et des mouvements de libération nationale de lutter pour leur liberté et leur indépendance et on a évoqué à ce propos l'expérience de l'Amérique latine en matière d'ingérence extérieure exercée dans le but d'empêcher les pays concernés d'exprimer leur volonté politique de vivre en paix. On s'est également référé à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] de l'Assemblée générale, aux dispositions pertinentes de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats et au point 9 du document de travail révisé présenté en 1981 par les pays non alignés.

66. Une délégation a proposé d'inclure dans un futur document les quatre dispositions ci-après qui, a-t-on déclaré, ne devraient pas poser de problèmes :

a) Les Etats doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force excepté dans les cas prévus dans la Charte des Nations Unies;

b) Les Etats ont un droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, conformément à l'Article 51 de la Charte, lorsqu'ils sont l'objet d'une agression armée;

c) Aucune considération ne peut être invoquée pour justifier la menace ou l'emploi de la force en violation des obligations prévues par la Charte;

d) Les peuples coloniaux et les mouvements de libération nationale ont le droit de lutter pour leur liberté et leur indépendance.

67. D'autres délégations n'ont pas souscrit à la vue suivant laquelle ces dispositions, en particulier la quatrième d'entre elles, ne soulevaient pas de problèmes. Les trois premières dispositions, prises isolément, constituaient dans leur orientation générale une interprétation raisonnable de la Charte des Nations Unies, mais leur inclusion dans le contexte d'un exercice visant à consolider la norme ne servait aucun objectif utile. On s'est en outre déclaré préoccupé par des interprétations qui dénaturaient la signification véritable de la Charte. On a remarqué que le paragraphe 4 de l'Article 2 concernait les Etats Membres et non les mouvements de libération nationale, qu'il reflétait un engagement des Etats et non une interdiction à caractère général et absolu et qu'il concernait l'emploi de la force dans des cas très précisément définis, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des Etats soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Au demeurant, la légitime défense n'était que l'un des cas où l'emploi de la force était légitime.

68. On a suggéré d'examiner, sous la rubrique D, les moyens de mieux respecter l'obligation, énoncée à l'Article 51 de la Charte, de porter les mesures prises dans l'exercice du droit de légitime défense à la connaissance du Conseil de sécurité. On a également suggéré d'examiner la relation entre l'exercice du droit de légitime défense et l'application du droit de la guerre. La vue suivant laquelle, puisque la Charte interdisait le recours à la force, le droit de la guerre n'était plus applicable sauf sous ses aspects humanitaires a suscité certaines objections.

Rubrique C (Conséquences de la menace de l'emploi de la force)

69. Certains représentants ont proposé que l'on étudie les cinq dispositions ci-après :

a) Un Etat qui commet un acte d'agression engage sa responsabilité politique et pécuniaire et les individus coupables d'un tel acte engagent leur responsabilité pénale;

b) Les Etats et les hommes d'Etat qui auraient recours les premiers à l'emploi d'armes nucléaires commettraient le plus grave des crimes contre l'humanité;

c) Le Conseil de sécurité a le droit de prendre des sanctions à l'encontre d'un Etat qui commet un acte d'agression en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

d) Un Etat contre lequel une action préventive ou coercitive a été entreprise par le Conseil de sécurité peut être suspendu par l'Assemblée générale, sur recommandation du Conseil de sécurité, de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre;

e) Un Etat qui enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la Charte peut être exclu de l'Organisation par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité.

Ils ont observé que ces dispositions étaient fondées sur l'idée suivant laquelle la manière la plus efficace de faire respecter une règle juridique était de prévoir des sanctions pour les violations. On a signalé que la disposition a) reflétait un principe qui avait été exprimé dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, dans la Définition de l'agression et dans le statut du Tribunal de Nuremberg. La disposition b) était fondée sur le fait que l'utilisation des armes nucléaires pouvait avoir des conséquences catastrophiques non seulement pour un Etat ou pour un groupe d'Etats mais encore pour l'humanité tout entière, ce qui justifiait de qualifier de plus grave des crimes contre l'humanité le fait de recourir le premier à l'emploi de telles armes. On a évoqué, à propos de la disposition b), la déclaration conjointe adoptée lors de la Conférence de Genève, dans laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union soviétique et des Etats-Unis étaient convenus qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être livrée. La disposition c) reflétait la Charte et la pratique du Conseil de sécurité et était conforme à la vue largement partagée suivant laquelle il fallait renforcer le système de sécurité collective. Quant aux dispositions d) et e), elles étaient respectivement fondées sur les Articles 5 et 6 de la Charte. Ainsi, ces cinq dispositions pouvaient être considérées comme des domaines d'accord possibles.

70. De l'avis d'autres représentants, l'approche reflétée au paragraphe 69 ci-dessus était centrée sur le non-respect de la règle et les exceptions à la règle et était malvenue dans le cadre d'un exercice visant à renforcer l'efficacité de la règle. Les efforts devraient plutôt être axés sur les améliorations pratiques qui accroîtraient les chances que les Etats respectent leur engagement de ne pas recourir à la force. On a remarqué en outre qu'une discussion des conséquences de la menace ou de l'emploi de la force aurait peu de valeur pratique, car il était peu vraisemblable qu'un énoncé desdites conséquences, déjà généralement reconnues, dissuade les Etats d'agir.

71. D'autres représentants encore ont réitéré leur position, à savoir que la discussion devrait être axée sur les trois éléments ci-après : a) non-reconnaissance des conséquences de la menace ou de l'emploi de la force; b) responsabilité internationale engagée par l'emploi de la force et c) devoir des Etats et de la communauté internationale d'aider les victimes du recours à la force.

72. Quelques délégations ont fait des commentaires détaillés sur les cinq dispositions énoncées au paragraphe 69 ci-dessus. On a également appelé l'attention sur le danger qu'il y avait à paraphraser certaines dispositions de la Charte des Nations Unies ou à les citer hors de leur contexte. S'agissant de la disposition a), l'attention a été attirée sur la complexité extrême du problème posé par l'attribution d'une responsabilité pénale individuelle en droit international, problème au sujet duquel on devrait attendre les résultats des travaux actuellement en cours à la Commission du droit international. Des réserves ont été également exprimées à propos de l'expression "acte d'agression" qui figure dans les dispositions a) et c), en raison de l'approche restrictive reflétée dans la Définition de l'agression, qui ne faisait pas état de la menace de la force et des formes de recours à la force autres que la force armée. On a estimé que la disposition b) relevait de la rubrique G. En outre, on a réitéré les objections précédemment soulevées quant au fait de citer isolément un type particulier d'armes (voir par. 62 ci-dessus). La disposition b) était malencontreuse à deux égards, en premier lieu parce qu'elle établissait une relation entre la légalité ou l'illégalité d'un recours spécifique à la force et le type d'arme utilisé et en deuxième lieu parce qu'elle impliquait que l'emploi d'armes nucléaires - même limité - était nécessairement plus lourd de conséquences que l'utilisation à grande

échelle d'armes chimiques ou bactériologiques. Certaines délégations ont critiqué les dispositions c), d) et e), estimant qu'il était inutile de réciter les dispositions de la Charte. On a dit encore que les dispositions d) et e) devraient avoir un rapport plus étroit avec le sujet précis dont le Comité était saisi.

73. En réponse aux observations précitées, on a dit qu'en interdisant le recours à la force, il fallait mettre particulièrement l'accent sur l'emploi de toutes les armes de destruction massive, qu'elles soient nucléaires ou chimiques ou d'un type nouveau. On a également fait observer que des conflits de portée limitée pouvaient aisément dégénérer en conflits de grande intensité comportant l'emploi d'armes nucléaires et que les dispositions figurant au paragraphe 69 devraient servir d'avertissement à tout agresseur potentiel.

Rubrique G (Désarmement et mesures visant à accroître la confiance)

74. Un groupe de délégations a estimé qu'il y avait un lien direct entre le désarmement et la tâche confiée au Comité. On a souligné que la déclaration faite le 15 janvier 1986 par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, avait été faite dans cet esprit. Bien que le Comité n'ait pas pour tâche de s'engager dans des négociations relatives au désarmement, l'examen des éléments importants pour le renforcement du principe du non-recours à la force relevait bien de son mandat. On a suggéré d'inclure dans le document à élaborer une disposition concernant l'obligation de ne pas utiliser les armes nucléaires le premier. Les rapports entre le désarmement et le non-recours à la force étaient des rapports mutuels. Des progrès en matière de désarmement contribueraient au renforcement du principe du non-recours à la force car, sans armes, le recours à la force militaire était impossible. D'autre part, des mesures concrètes prises par les Etats pour renforcer le principe du non-recours à la force contribueraient, en créant un climat de confiance, à promouvoir et à développer le processus de désarmement, qui était une garantie concrète du non-recours à la force. On a proposé d'inclure dans un futur document les dispositions suivantes qui, a-t-on dit, ne devaient pas soulever d'objections :

a) Tous les Etats doivent prendre des mesures efficaces pour éliminer la menace d'une guerre nucléaire, freiner la course aux armements et, avant tout, la course aux armes nucléaires, l'empêcher de s'étendre à l'espace extra-atmosphérique, réduire les risques d'affrontement dans les relations entre Etats, accroître la confiance, qui est un élément essentiel de ces relations, améliorer radicalement le climat international et instaurer entre les Etats une coopération étroite présentant pour eux un avantage mutuel;

b) Tous les Etats doivent s'efforcer activement d'apaiser les tensions internationales, de consolider l'ordre juridique international et de créer un système sûr et global de sécurité internationale conformément à la Charte des Nations Unies ainsi qu'un système de sécurité intégré dans diverses régions.

75. Un représentant a souligné que l'existence d'une menace nucléaire n'était pas due seulement au stockage des armes nucléaires mais aussi aux essais nucléaires qui exposaient des Etats tiers à un risque de radiations. A cet égard, on a fait observer que ce type de menace était particulièrement injuste parce qu'il ne supposait pas un climat de tension ou une détérioration des relations entre l'Etat effectuant les essais et l'Etat victime et qu'il résultait essentiellement de facteurs géographiques.

76. Selon d'autres représentants, la tâche du Comité spécial ne concernait pas le désarmement mais le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force. Les questions relatives au désarmement étaient extrêmement complexes et devaient être traitées dans les instances spécialisées créées pour s'en occuper. En outre, malgré son importance, le désarmement n'était pas une condition essentielle du non-recours à la force. Par exemple, la situation actuelle où l'on n'avait pas recours aux armes nucléaires résultait non du désarmement mais de l'existence de ces armes et du fait que celles-ci pouvaient entraîner la destruction mutuelle de ceux qui les utilisaient. En outre, l'objectif d'un désarmement général et complet n'était pas nécessairement réaliste ou possible à atteindre. D'une part, même s'il était fermement acquis au principe du non-recours à la force, un Etat pouvait maintenir certaines armes ou certaines forces pour sa propre défense. D'autre part, il était difficile de parler de désarmement général et complet tant que des Etats garderaient des forces ou des armes pour maintenir l'ordre intérieur ou opprimer leur population. Un groupe de représentants a rappelé que l'inclusion du désarmement dans le titre de la rubrique G avait été tolérée mais n'avait jamais fait l'objet d'un accord général. La seconde partie de cette rubrique était, à leur avis, étroitement liée au renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force. Les mesures visant à accroître la confiance, a-t-on dit, pouvaient être d'ordre mondial ou pouvaient être spécifiquement conçues pour s'appliquer à une région ou à une sous-région donnée, et leur étude devait être abordée avec le plus grand sérieux et dans un esprit pratique par tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. On a dit que la première des dispositions proposées prêtait à la critique et ne devait pas figurer dans une liste de propositions susceptibles de faire l'objet d'un accord général. Quant à la deuxième, on a estimé qu'elle contenait des éléments intéressants dont il faudrait traiter à un stade quelconque. On a aussi fait observer que les mesures visant à accroître la confiance devaient comprendre, notamment, la transparence, la vérification, l'échange d'informations et l'échange de missions d'observation.

77. Certains représentants ont souligné que les mesures visant à accroître la confiance n'avaient pas nécessairement un caractère militaire et pouvaient aussi porter sur des domaines très divers tels que la coopération dans les domaines économique, scientifique, technique et médical. On a mentionné à cet égard le paragraphe 107 du rapport du Comité spécial sur la session de 1985.

78. D'autres représentants encore, tout en reconnaissant qu'il existait un lien étroit entre le désarmement et les mesures visant à accroître la confiance, d'une part, et le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force, de l'autre, estimaient qu'il fallait traiter la question de manière très générale sans entrer dans des considérations détaillées. On a cité à cet égard le paragraphe 108 du rapport du Comité spécial sur la session de 1985.

Rubrique B (Interdiction généralisée de la menace ou de l'emploi de la force)

79. Certaines délégations ont estimé que cette rubrique était d'une importance cruciale pour l'ensemble des travaux du Comité spécial. On a rappelé que, dans la Charte des Nations Unies, les diverses questions traitées dans les dispositions déjà examinées - à savoir, le règlement pacifique des différends, le droit de légitime défense individuelle et collective et le rôle de l'Organisation des Nations Unies, notamment celui du Conseil de sécurité - étaient intrinsèquement liées au principe du non-recours à la force et que le Comité devait adopter la même approche dans ses travaux. Selon ces délégations, il était inconcevable qu'un document sur le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force ne réaffirme pas et ne concrétise pas ce principe. On a fait observer qu'un

principe pouvait donner naissance à des normes et on a cité, à cet égard, la Déclaration sur les relations amicales, la Définition de l'agression, la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, la Déclaration de Manille et les Pactes relatifs aux droits de l'homme.

80. En revanche, des réserves ont été exprimées au sujet de cette rubrique dont certaines délégations ont demandé la suppression. On a fait observer qu'une réaffirmation de la norme serait redondante si on se bornait à reproduire les termes de la Charte et n'aurait aucune valeur si on s'en écartait dans la mesure où une déclaration ne pouvait pas établir de nouvelles obligations ni modifier des obligations découlant d'un traité.

81. Certaines délégations ont estimé que la rubrique B devait être maintenue mais simplement pour rappeler la norme dont l'efficacité devait être renforcée. Des doutes ont été exprimés au sujet des mots "interdiction généralisée", qu'on a proposé de remplacer par la notion de renonciation à l'emploi de la force énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte. On a également suggéré de modifier l'intitulé de la rubrique comme suit : "Principe du non-recours à la force énoncé dans la Charte des Nations Unies".

82. En ce qui concerne les dispositions à inclure dans un futur document, on a estimé que le document à élaborer par le Comité devrait prévoir que l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force est une norme impérative du droit international, qu'elle s'applique à tous les Etats, quels que soient leur régime politique ou socio-économique, leur niveau de développement et leur situation géographique, et qu'aucune considération d'aucune nature ne peut justifier le recours à la force ou à la menace de la force.

83. On a estimé, d'autre part, que si les tentatives pour définir l'emploi de la force semblaient avoir peu de chances de succès, la rubrique B devrait fournir l'occasion de traiter des formes du recours à la force autres que le recours à la force armée. On a dit à cet égard que la Charte des Nations Unies visait à éliminer toutes les formes de pression dans la vie internationale, comme le prouvaient l'importance accordée dans le Préambule à la tolérance et aux relations de bon voisinage et les principes énumérés à l'Article 2, et que l'emploi au Chapitre VII de l'expression "force armée" justifiait une interprétation large du terme "force" utilisé au paragraphe 4 de l'Article 2.

84. On a encore estimé, par ailleurs, que l'interdiction généralisée de l'emploi de la force était une obligation fondamentale imposée par la Charte, qu'il était nécessaire de confirmer et dont on renforcerait au maximum l'effet en mettant l'accent sur certains types d'armes. Certaines délégations ont proposé d'inclure les dispositions suivantes qui, a-t-on dit, ne devaient pas susciter de difficultés :

a) Tous les Etats doivent réaffirmer, en renforçant son caractère impératif, l'obligation énoncée dans la Charte des Nations Unies, selon laquelle les Etats s'abstiennent, dans leurs relations mutuelles ainsi que dans leurs relations internationales en général, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

b) Tous les Etats doivent s'abstenir de recourir à la force armée et à l'emploi de tout type d'armes, y compris les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, sur terre, sur mer, dans l'espace aérien et dans l'espace extra-atmosphérique; ils ne doivent pas menacer d'employer de telles armes ni

menacer la sécurité des communications internationales maritimes, aériennes et extra-atmosphériques qui passent par des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale;

c) Aucun Etat ne doit aider, encourager ou inciter d'autres Etats ou groupes d'Etats à recourir à la menace ou à l'emploi de la force en violation de la Charte des Nations Unies.

85. D'autres délégations ont néanmoins fait remarquer au sujet de ces propositions, que le principe du non-recours à la force était déjà impératif pour tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et qu'il n'était pas nécessaire de le confirmer ou d'en souligner le caractère impératif, on a déclaré également que l'illégalité du recours à la force ne dépendait pas du type d'armes utilisées et qu'il ne servait à rien de répéter les dispositions de la Charte.

86. La conception générale de ces dispositions a aussi suscité des critiques. On a dénoncé une tendance à répéter sous toutes les rubriques des idées analogues et, de surcroît, sans rapport direct avec le sujet. Selon certains, il n'était pas juste de dire que les dispositions proposées ne susciteraient pas de difficultés, et les objections mentionnées au paragraphe 52 ci-dessus ont été réitérées.

87. Les opinions mentionnées au paragraphe 53 ont été également réitérées.

88. A propos du résultat à atteindre, certaines délégations ont dit qu'il fallait aboutir à des mesures concrètes destinées à assurer un respect plus strict de la norme. D'autres délégations ont fait observer que tout le monde était d'accord sur la nécessité d'aboutir à des mesures concrètes et qu'une déclaration reflétant la volonté politique des Etats d'agir dans un certain sens ferait partie de ces mesures.

89. A l'issue de l'examen des sept rubriques figurant dans le document présenté par M. Elaraby, certaines délégations ont appelé l'attention sur trois autres questions qui avaient été mentionnées à des sessions antérieures et qui, à leur avis, méritaient d'être examinées par le Groupe de travail. La première question était celle de la prévention de la menace et de l'emploi de la force. On s'est référé à ce sujet au paragraphe 111 du rapport du Comité spécial sur la session de 1985. La deuxième question était celle de la violation des droits de l'homme, qui fait l'objet des paragraphes 116 à 120 du rapport du Comité spécial sur la session de 1985. La troisième question concernait le respect des obligations internationales et leur exécution de bonne foi, qui était mentionnée au paragraphe 15 du document de travail révisé présenté par les pays non alignés. Il convient de se référer à cet égard au paragraphe 121 du rapport du Comité spécial sur la session de 1985.

90. On trouvera ci-après une liste de propositions formulées par certaines délégations au cours des débats du Groupe de travail pendant sa session de 1986, aux fins d'inclusion dans un éventuel document que le Comité élaborerait. Il a été entendu que ces propositions avaient un caractère préliminaire et qu'elles ne préjugeaient en rien du droit pour toute délégation d'apporter des amendements ou de formuler d'autres propositions. Bien que ces propositions aient fait l'objet d'un examen préliminaire, le Groupe de travail n'est parvenu à aucune conclusion définitive sur aucune d'entre elles.

Rubrique E

Les Etats doivent réaffirmer leur obligation de régler leurs différends par des voies pacifiques, de manière à ne pas mettre en danger la paix et la sécurité internationales;

A cet effet, ils doivent recourir, conformément à la Charte des Nations Unies, à des moyens comme la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire, le recours aux organismes ou accords régionaux ou les autres moyens pacifiques de leur choix;

Les Etats doivent également s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation au point de mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales et de rendre ainsi plus difficile le règlement pacifique du différend;

L'existence d'un différend ou l'échec d'une procédure de règlement pacifique n'autorise pas à avoir recours à la force ou à la menace de la force;

Les Etats doivent renforcer le rôle déterminant du Conseil de sécurité de façon qu'il puisse assumer pleinement et efficacement les fonctions que lui confère la Charte des Nations Unies dans le règlement de tout différend ou de toute situation dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

Les Etats parties à des accords régionaux ou membres d'organismes régionaux doivent faire tous leurs efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local, avant de les soumettre au Conseil de sécurité;

Les Etats doivent avoir davantage recours à la possibilité que le Conseil de sécurité offre conformément à la Charte des Nations Unies d'enquêter sur tout différend ou toute situation afin de déterminer si la prolongation de ce différend ou de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

Les Etats doivent régler les différends internationaux sur la base de l'égalité souveraine des Etats et en accord avec le principe du libre choix des moyens, conformément aux obligations découlant de la Charte des Nations Unies et aux principes de la justice et du droit international.

Rubrique F

Tous les Etats doivent s'efforcer de renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en appuyant son action en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à la Charte des Nations Unies;

Tous les Etats doivent s'efforcer de renforcer l'efficacité du système de sécurité collective prévu par la Charte, et en particulier de son principal organe, le Conseil de sécurité, auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

Les Etats doivent réaffirmer le rôle important que la Charte confère à l'Assemblée générale dans le domaine du règlement pacifique des différends et du maintien de la paix et de la sécurité internationales;

Le Secrétaire général doit faire pleinement usage des pouvoirs que lui confère la Charte et s'acquitter avec efficacité des tâches qui lui sont confiées par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale;

Les Etats peuvent, lorsqu'ils l'estiment nécessaire, avoir recours à la Cour internationale de Justice pour le règlement des différends juridiques.

Rubrique A

Considérant qu'il est essentiel que tous les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

Reconnaissant la nécessité urgente pour tous les Etats, compte tenu de la menace nucléaire actuelle, de prendre des mesures effectives pour réduire le risque d'affrontement militaire et inciter les Etats à renoncer à leurs politiques d'affrontement et à adopter une politique de coopération pacifique;

Notant avec satisfaction que le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales a été énoncé dans un certain nombre d'instruments intergouvernementaux internationaux à caractère multilatéral et bilatéral;

Tenant compte de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, de la Définition de l'agression et de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux, qui témoignent de la volonté des Etats d'observer strictement le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force;

Désireux d'écarter le risque de nouvelles guerres et de conflits militaires entre les Etats et d'insister sur le devoir de tous les Etats d'observer strictement et sans exception le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales;

Conscients de l'obligation qui leur incombe, en vertu de la Charte des Nations Unies, de maintenir la paix et de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force;

Profondément préoccupés par la persistance de la tension internationale, par la poursuite de la course aux armements, en particulier la course aux armements nucléaires, et par l'accroissement des risques qu'elle présente, ainsi que par son extension à l'espace extra-atmosphérique;

Soulignant l'importance de l'arrêt immédiat de la course aux armements sur terre et de l'interdiction de son extension à l'espace extra-atmosphérique;

Réaffirmant que l'emploi d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive et la guerre nucléaire elle-même devraient être proscrits.

Rubrique D

Les Etats doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force excepté dans les cas prévus par la Charte des Nations Unies;

Les Etats ont un droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, conformément à l'Article 51 de la Charte, lorsqu'ils sont l'objet d'une attaque armée;

Aucune considération ne peut être invoquée pour justifier la menace ou l'emploi de la force en violation des obligations prévues par la Charte;

Les peuples coloniaux et les mouvements de libération nationale ont le droit de lutter pour leur liberté et leur indépendance.

Rubrique C

Un Etat qui commet un acte d'agression engage sa responsabilité politique et pécuniaire et les individus coupables d'un tel acte engagent leur responsabilité pénale;

Les Etats et les hommes d'Etat qui auraient recours les premiers à l'emploi d'armes nucléaires commettraient le plus grave des crimes contre l'humanité;

Le Conseil de sécurité a le droit de prendre des sanctions à l'encontre d'un Etat qui commet un acte d'agression en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies;

Un Etat contre lequel une action préventive ou coercitive a été entreprise par le Conseil de sécurité peut être suspendu par l'Assemblée générale, sur recommandation du Conseil de sécurité, de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre;

Un Etat qui enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la Charte peut être exclu de l'Organisation par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité.

Rubrique G

Tous les Etats doivent prendre des mesures efficaces pour éliminer la menace d'une guerre nucléaire, freiner la course aux armements et, avant tout, la course aux armes nucléaires, l'empêcher de s'étendre à l'espace extra-atmosphérique, réduire les risques d'affrontement dans les relations entre Etats, accroître la confiance, qui est un élément essentiel de ces relations, améliorer radicalement le climat international et instaurer entre les Etats une coopération étroite présentant pour eux un avantage mutuel;

Tous les Etats doivent s'efforcer activement d'apaiser les tensions internationales, de consolider l'ordre juridique international et de créer un système sûr et global de sécurité internationale conformément à la Charte des Nations Unies ainsi qu'un système de sécurité intégré dans diverses régions.

Rubrique B

Tous les Etats doivent réaffirmer, en renforçant son caractère impératif, l'obligation énoncée dans la Charte des Nations Unies, selon laquelle les Etats s'abstiennent, dans leurs relations mutuelles ainsi que dans leurs relations internationales en général, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

Tous les Etats doivent s'abstenir de recourir à la force armée et à l'emploi de tout type d'armes, y compris les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, sur terre, sur mer, dans l'espace aérien et dans l'espace extra-atmosphérique; ils ne doivent pas menacer d'employer de telles armes ni menacer la sécurité des communications internationales maritimes, aériennes et extra-atmosphériques qui passent par des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale;

Aucun Etat ne doit aider, encourager ou inciter d'autres Etats ou groupes d'Etats à recourir à la menace ou à l'emploi de la force en violation de la Charte des Nations Unies.

91. Certaines délégations ont estimé que cette session, comme les précédentes, avait eu un caractère répétitif et une utilité très limitée parce qu'on n'avait pu s'entendre sur le mandat du Comité et que certaines délégations insistaient sur l'idée d'un traité, ou d'une déclaration préluant à un traité. On a également regretté que le Groupe de travail ait parfois abordé des points n'ayant qu'un lointain rapport avec la question dont il était saisi. Elles ont souligné que les propositions faites oralement par certaines délégations au cours de l'examen des diverses rubriques, qui sont reproduites au paragraphe 90 ci-dessus n'étaient pas utiles car le Comité n'avait pas encore atteint le stade de la rédaction. L'accord sur un nouveau mandat acceptable par toutes les parties, mandat qui pourrait être axé, selon certaines de ces délégations, sur l'élaboration d'une déclaration politique et, selon d'autres, sur la formulation de mesures pratiques, était une condition indispensable au progrès des travaux. Certains ont estimé que faute de parvenir à un tel accord, il faudrait trouver un moyen de mettre fin à des activités qui, d'après eux, revenaient à gaspiller des ressources déjà limitées.

92. D'autres délégations ont fait observer que l'impasse actuelle nuisait à l'image de l'Organisation des Nations Unies et à l'efficacité du principe du non-recours à la force. Elles ont appelé l'attention sur les éléments figurant dans le document de travail révisé, présenté par les pays non alignés 13/. Selon ces délégations, le caractère répétitif du débat et le fait que le Comité n'ait pas réussi à remplir son mandat étaient dus au désaccord entre tenants et adversaires d'un instrument normatif sur le non-recours à la force. Elles ont invité instamment toutes les parties concernées à adopter par accord général, à la prochaine session de l'Assemblée générale, un mandat révisé invitant le Comité spécial à élaborer une déclaration.

93. D'autres délégations enfin ont souligné que les travaux du Comité spécial devaient être replacés dans le contexte de la situation mondiale actuelle, au moment même où des efforts déterminants étaient faits pour améliorer le climat international et accroître la confiance mutuelle. Les résultats positifs obtenus lors du sommet soviéto-américain à Genève avaient eu une incidence favorable sur les travaux du Comité. Le mandat du Comité était réaliste et pour que la situation puisse réellement progresser, il fallait avant tout que certains Etats Membres fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour apporter une contribution constructive aux travaux du Comité. On avait obtenu certains résultats positifs, qui constituaient un bon point de départ pour les travaux ultérieurs du Comité spécial sur l'élaboration d'une déclaration.

94. Toutes les délégations ont rendu hommage au Président, qui avait réussi à maintenir un climat serein pendant toute la durée de la session.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Annexes, point 34 de l'ordre du jour, document A/40/1001.

2/ Ibid., trente-quatrième session, Supplément No 41 (A/34/41 et Corr.1), annexe.

3/ Ibid., trente-huitième session, Supplément No 41 (A/38/41), par. 59.

4/ Ibid., trente-neuvième session, Supplément No 41 (A/39/41), par. 51.

5/ Ibid., quarantième session, Supplément No 41 (A/40/41), annexe.

6/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 41 (A/37/41), par. 372.

7/ Ibid., quarantième session, Supplément No 41 (A/40/41).

8/ On trouvera la liste des membres du Comité spécial à la session de 1986 dans A/AC.193/INF.8 et Add.1.

9/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 1 (A/40/1).

10/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 41 (A/37/41 et Corr.1), par. 372.

11/ Ibid., trente-sixième session, Supplément No 41 (A/36/41), par. 259.

12/ Ibid., trente-quatrième session, Supplément No 33 [A/34/33, par. 13 B iii)].

13/ Voir note No 11.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
